

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.711/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Président et Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial de la Région wallonne, le 10 janvier 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret "modifiant l'article 52 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe", a donné le 6 février 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Arrêté de présentation

L'article premier de l'avant-projet doit être précédé par la formule de présentation usuelle ¹.

Dispositif de l'avant-projet

Article 1^{er}

1. En raison des pouvoirs dont dispose l'auteur de l'avant-projet, il va de soi que le texte examiné ne peut concerner que la Région wallonne. Par conséquent, dans la phrase liminaire, les mots "Pour ce qui concerne la Région wallonne" sont inutiles et doivent être omis.

2. Le dispositif de l'article 1^{er} en projet gagnerait en précision si les mots "telle que visée par le Code wallon du logement" étaient remplacés par les mots "accordée en vertu de l'article 14 du Code wallon du logement".

⁽¹⁾ Voir, sur le site internet du Conseil d'État, la circulaire de légistique formelle du bureau de coordination, recommandations et formules, novembre 2001, p. 61, formule F50 (<http://www.raadvst-consetat.be>).

Observation finale

La mention des ministres signataires doit être précédée des mots "Par le Gouvernement :".

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN